



LA RUSSIE
ET
LA CRISE RUSSE

Par M. Anatole LEROY-BEAULIEU

CONFÉRENCE FAITE A LA SOCIÉTÉ NORMANDE DE GÉOGRAPHIE





ROUEN
IMPRIMERIE E. CAGNIARD (Léon GY, successeur)
Rues Jeanne-Darc, 88, et des Basnage, 5

—

1907



LA RUSSIE

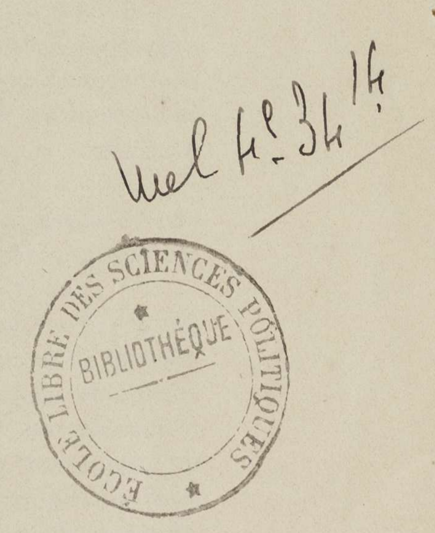
ET

LA CRISE RUSSE

Par M. Anatole LEROY-BEAULIEU

CONFÉRENCE FAITE A LA SOCIÉTÉ NORMANDE DE GÉOGRAPHIE





ROUEN

IMPRIMERIE E. CAGNIARD (Léon GY, successeur)

Rues Jeanne-Darc, 88, et des Basnage, 5

—

1907

Extrait du Bulletin de la Société normande de Géographie

(2e Cahier de 1907 — pp. 83-99)

Séance ordinaire du Mercredi 12 juin 1907

Présidence de M. Ernest LAYER, président

LA RUSSIE ET LA CRISE RUSSE

Conférence de M. A. LEROY-BEAULIEU

ALLOCUTION DU PRÉSIDENT

Mesdames, Messieurs,

M. Anatole Leroy-Beaulieu avait donné, avec le plus éclatant succès, à l' « Alliance Française » à Paris, une conférence magistrale sur la première Douma russe. Aujourd'hui, c'est à la Société normande de Géographie que l'éminent publiciste réserve, au lendemain même d'un nouveau voyage d'études en Russie, la première manifestation de ses impressions sur la situation actuelle de la nation alliée et amie, si cruellement éprouvée.

Il ne me serait pas possible de rappeler, dans tous ses détails, l'œuvre considérable accomplie au cours de sa carrière d'infatigable travailleur par celui que nous avons le grand honneur de recevoir aujourd'hui.

Après avoir parcouru l'Italie, l'Allemagne, l'Autriche, étudié, exploré, pourrait-on dire avec plus de justesse, la situation politique de ces pays étrangers, M. Anatole Leroy-Beaulieu fit un premier voyage en Russie, en 1872. A cette époque le grand empire du Nord était incomplètement connu à l'étranger et particulièrement en France; ses institutions, ses mœurs, ses traditions, ses conditions économiques étaient presque ignorées. La pensée de pénétrer une civilisation dans ses multiples détails, exerça sur notre compatriote une invincible séduction.

Tout d'abord M. Anatole Leroy-Beaulieu se livra à l'étude de la langue et, après se l'être assimilée, put poursuivre directement l'œuvre qu'il avait entreprise.

Après des années de travail, le consciencieux écrivain publiait une œuvre capitale : *L'Empire des Tsars et les Russes.*

Dans ce beau livre était résumé tout ce qui touchait aux intérêts matériels, intellectuels et moraux de la nation russe.

Après avoir exposé comment les conditions géographiques donnaient, quelque fût son étendue, des frontières naturelles à l'empire, après avoir indiqué l'existence d'une véritable nationalité russe, nonobstant la diversité des races, l'écrivain judicieux discernait l'existence d'une crise aiguë :

« Nous l'avons dû constater à chaque pas, disait-il, pour l'émancipation des paysans, pour l'administration, pour la justice, pour la presse, aucune des grandes réformes n'a donné au Gouvernement et au pays ce que le Gouvernement et le pays en attendaient..... on dirait que les réformes n'ont profité qu'à l'esprit révolutionnaire ».

En dehors de ses travaux de publiciste, M. Leroy-Beaulieu s'est voué, avec la conscience et le dévouement qui le distinguent, au haut enseignement, d'abord comme professeur à l'Ecole libre des Sciences politiques, puis comme directeur de cet établissement.

Nonobstant le labeur incessant que lui impose une si considérable fonction, le grand explorateur politique a pu, grâce à une merveilleuse puissance de travail, continuer ses études personnelles, suivre dans le cours des événements la déduction de ses prévisions.

Dans sa mémorable conférence sur la Douma et la Révolution russe, M. Anatole Leroy-Beaulieu déclarait : « Je m'inspirerai de la seule méthode qui convienne aux études sociales, la méthode d'observation, celle de notre illustre compatriote Le Play ».

Procédant sous l'influence d'une pareille conception, le conférencier, quelles que fussent ses préférences, exposait notamment quelles difficultés soulève le règlement de la question agraire et combien il est difficile de trouver une solution.

Aussi lisait-on dans sa conclusion : « En Russie, il est douteux, au moins pour une longue période, que les lois agraires que l'on invite la Douma à voter, enrichissent le pays, on peut même craindre qu'elles ne l'appauvrissent au moins pour les premières années, le paysan étant trop indigent et trop ignorant pour pratiquer une culture rationnelle ».

Et comme suite à cet exposé : « j'ajouterai, disait l'orateur, que tous les amis de la Russie, de même que tous les amis de la liberté doivent désirer que cette révolution russe s'accomplisse sans révolution, c'est-à-dire sans

violences, sans brusque solution de continuité, au moins sans catastrophes ».

L'entente n'a pu se faire à la première rencontre entre le Pouvoir et la Représentation nationale, faut-il désespérer d'un rapprochement ? M. Anatole Leroy-Beaulieu va nous dire ce que l'on peut espérer ou craindre, en nous faisant connaître ses dernières et toutes récentes études sur l'état actuel d'une de ces crises, qui, disait-il en 1906 « ne durent pas une année, mais des années, peut-être des dizaines d'années ».

Je vous prie, Monsieur, de m'excuser d'avoir parlé de votre œuvre de façon si insuffisante et de bien vouloir exposer les considérations dont vous offrez les prémisses à vos compatriotes de Normandie.

CONFÉRENCE

Mesdames, Messieurs,

Je suis en effet, comme le disait tout à l'heure votre Président, votre compatriote, dans le double sens du mot, parce que je suis Français et Normand, et fier de l'être. A ce dernier titre, je suis très heureux de pouvoir prendre la parole dans la capitale de la Normandie, dans cette ville de Rouen qui, par son histoire, sa position, ses monuments, son industrie et son commerce, par l'esprit d'initiative de ses habitants, est certes, non seulement une des premières villes de France — et je m'y connais — mais une des premières villes d'Europe ou mieux du monde entier.

Je dois vous parler, ce soir, d'un sujet qui est vaste comme l'empire russe lui-même, et, naturellement, en une heure, il est bien difficile de vous donner une idée nette des événements qui se sont déroulés sur cette énorme surface européenne et asiatique.

Je tâcherai, dans ce rapide examen, de m'arrêter sur les points principaux.

Ce qui caractérise ce que les Russes appellent leur révolution, c'est avant tout le changement de régime politique. Il s'agit pour la Russie de passer du régime autocratique absolutiste au régime constitutionnel, représentatif.

Le mot constitutionnel en lui-même est vague, si bien que, même

parmi les partisans de ce changement de régime, il y a des partis très différents.

Nous autres, occidentaux, nous sommes portés à dire que l'autocratie a fait la Russie, que c'est elle qui l'a créée, qui en a fait une des plus grandes monarchies, pour ne pas dire la plus vaste du globe, que par suite c'est une grande imprudence de la part des Russes de renoncer à ce qui a fait jusqu'ici leur force et la grandeur de leur patrie. En outre, nous sommes enclins à dire qu'ils ne sont pas mûrs pour un régime de liberté. Il faut bien savoir que la plupart des Russes sont froissés de cette manière de voir.

Voici trois ans de suite que je vais en Russie, chaque printemps, pour suivre cette évolution, et chaque fois j'ai entendu les mêmes réflexions à ce sujet. On me disait : « vous pensez que nous ne sommes pas mûrs pour un régime de liberté, mais quel peuple était mûr pour un pareil régime quand il l'a adopté? Est-ce les Italiens? les Japonais? les Autrichiens? Etait-ce vous-mêmes, Français, en 1789? Êtes-vous bien sûrs d'être mûrs seulement aujourd'hui? ». Voilà les réflexions qui m'ont été faites, bon nombre de fois, par un grand nombre de Russes.

Il n'est pas douteux qu'il est très malaisé de décider quand un peuple est mûr pour un régime libéral; en fait, aucun ne l'est entièrement quand, il commence à pratiquer des institutions constitutionnelles; la pleine maturité des peuples ne s'acquiert qu'à la longue, par la pratique même des libertés publiques.

Vous savez sous quelle impression, dans quelles circonstances les Russes sont entrés dans cette voie nouvelle et malaisée. Ils y sont entrés sous le coup de difficultés extérieures, sous le coup de la guerre et de la défaite et, naturellement, il n'y a pas de plus mauvaises portes pour entrer dans le régime constitutionnel ou démocratique.

Malheureusement il en est souvent ainsi, et cela par la faute des gouvernements. J'enseignais depuis près de trente ans que le régime autocratique avait donné à la Russie tout ce qu'elle en pouvait attendre, et qu'après les réformes libérales accordées par Alexandre II, il fallait avancer ou reculer.

Malheureusement le Gouvernement impérial n'a pas su prendre l'initiative nécessaire. Le règne d'Alexandre III a été ce qu'on appelle vulgairement une époque rétrograde, si bien que, au lieu d'étendre et d'achever les réformes déjà commencées, on a cherché à les restreindre. Il en est

résulté, parmi les Russes, un mécontentement qui, sous Nicolas II, a été en croissant.

Une des grandes difficultés de la Russie, c'est qu'elle ne possédait pas naguère encore ce que nous appelons des classes moyennes, une bourgeoisie. Le Gouvernement en a créé une artificiellement, de ses propres mains; en favorisant le développement de l'industrie, en faisant naître dans la capitale et dans les grandes villes des centres industriels. Il a par là amassé lui-même les éléments de deux classes nouvelles : une bourgeoisie libérale d'un côté, une classe ouvrière à tendances socialistes de l'autre.

La Russie est ainsi passée de l'état agricole presque exclusif à l'état industriel ; elle a vu surgir chez elle les classes d'où sont sorties les révolutions de l'Europe occidentale, une classe moyenne plus ou moins libérale, une classe ouvrière plus ou moins portée à la Révolution.

Telle était la situation à l'avénement de Nicolas II. On avait espéré qu'après la création d'institutions provinciales qu'on appelle *zemtvos,* et qui correspondent à nos conseils généraux — avec des attributions plus étendues — le Gouvernement finirait par convoquer une Chambre représentant les provinces et les villes à laquelle il attribuerait au moins un droit de contrôle sur les affaires de l'Etat.

Par suite, dès la guerre de Mandchourie, la Russie était déjà fort agitée, et lorsqu'elle s'est laissée entraîner à cette guerre néfaste, elle était déjà en face de grandes difficultés intérieures.

Il y avait eu une lutte entre deux Ministres : d'un côté M. Witte, encore vivant, de l'autre, M. Plehve, que les bombes ont fait disparaître. M. Plehve a été de ceux qui pour triompher de l'opposition ont poussé à la guerre; or, l'histoire nous apprend, une fois de plus, qu'il est imprudent de chercher au dehors des diversions aux affaires intérieures.

La guerre a eu lieu.

Je n'ai pas à examiner les raisons pour lesquelles la Russie avait dirigé son action vers l'Extrême-Orient. Il y en avait de bonnes, il y en avait d'autres plutôt mauvaises, on pourrait presque dire malhonnêtes.

La politique russe, en Mandchourie, n'a pas seulement servi les intérêts publics mais aussi des intérêts privés.

Ces intérêts particuliers, parfois prédominants chez les hommes en faveur et même chez les plus hauts personnages, n'ont pas permis au Gouvernement russe de reculer devant l'espèce d'ultimatum du Japon. De là est venue la guerre. On s'est étonné chez nous des insuccès de la Russie

devant les armées du Japon. On avait oublié que l'Empire russe n'a pas une force proportionnelle à sa masse.

La Russie est certainement très forte quand il s'agit de repousser ou d'user un envahisseur; mais quand il faut combattre au loin, toute sa puissance peut échouer, surtout lorsqu'elle est contrainte de transporter à l'extrémité de l'Orient des troupes considérables. On serait moins sévère pour elle, si l'on songeait qu'au moyen d'une seule mince voie ferrée, elle a réussi à transporter de 600 à 700,000 hommes en Mandchourie.

Le Japon était, au contraire, voisin du terrain des hostilités; c'était pour lui une grande supériorité sur les Russes. Le Japon a 40 millions d'habitants, 45 même, semble-t-il; avec cela, il pouvait mettre sur pied 1 million d'hommes. De plus, il a une marine excellente, et il nous a prouvé qu'on peut classer ses troupes parmi les meilleures du monde entier.

Les Japonais avaient tout pour eux : la connaissance et la sympathie du pays où se faisait la guerre, une organisation plus sérieuse et plus parfaite, ils avaient même la science, car dans ce duel entre l'Europe et l'Asie, la science européenne elle-même était plutôt du côté des Japonais.

Je ne veux pas dire qu'il n'y a pas en Russie et dans l'armée russe des hommes de science, mais il y en a certes plus dans l'armée japonaise. L'armée russe possède des officiers distingués; mais la masse des officiers russes sont des hommes courageux qui savent se battre, qui savent mourir, mais qui sont le plus souvent dénués de toute instruction militaire.

Les Russes ont du patriotisme, mais la guerre avec les Japonais n'était pas nationale; c'était un peu, si nous voulons faire une comparaison avec nous Français, comme si nous avions une grande guerre, non pas au Tonkin ou pour le Tonkin, mais dans le Yunnam, province chinoise voisine. Croyez-vous qu'en pareil cas nous aurions été prêts à faire tous les sacrifices nécessaires?

Au printemps de 1904, revenant d'Amérique où j'étais allé faire des conférences, j'allais en Russie, je me trouvai notamment à Moscou lors du désastre de la flotte russe à Tsouthisma. Je trouvais les Russes non seulement mécontents, mais irrités, exaspérés de leurs défaites; et qui en rendaient-ils responsables? Leur Gouvernement!

Nous autres Français, en pareil cas, nous avons un procédé très simple : nous renversons le Gouvernement, quoiqu'il soit souvent injuste de faire

retomber sur lui toute la responsabilité des échecs militaires. Il n'en est pas moins vrai que, pour les peuples, la pierre de touche des gouvernements c'est la guerre, une grande guerre surtout.

Les Russes ne pardonnaient pas au régime autocratique de les avoir amenés à la défaite. Ils se révoltaient contre lui, ils voulaient lui substituer un régime constitutionnel.

Je disais à mes amis de Moscou : « Espérons que vous aurez enfin, sinon une victoire, du moins un succès qui vous permettra de faire la paix avec honneur ».

« Une victoire, me répondaient-ils, ce n'est pas à souhaiter; ce serait pour la Russie le plus grand malheur; ce serait 50 ans de plus de despotisme ». Voilà le langage que l'on me tenait dans les salons de Moscou, à l'époque des grandes défaites.

Il est vrai que ceux qui parlaient ainsi l'ont parfois oublié. Les Russes se sentaient d'ailleurs humiliés de ne pas posséder, comme tous les peuples d'Europe et d'Amérique, une représentation nationale.

La faute du Gouvernement russe n'a pas été de céder à ces aspirations; sa faute a été de le faire trop tard, et avec trop d'hésitation.

Au milieu même de la guerre, l'Empereur avait fait annoncer que la Russie serait mise en possession d'institutions représentatives; il avait même invité les Assemblées provinciales et les Sociétés privées à étudier les meilleures réformes à exécuter pour préparer ce nouveau régime.

Je me rappelle qu'un jour j'avais été invité, à Kieff, à déjeuner chez le prince Eugène Troubetztkoï, alors professeur à l'Université de Kieff. Il y avait là une vingtaine de professeurs dont l'un, professeur de zoologie, me dit : « voilà des mois que l'Université est fermée. Que faisons-nous, professeurs ou étudiants? Nous nous réunissons tous les soirs pour disserter sur la constitution future ».

Naturellement, quand de pareilles discussions se prolongent pendant des mois, un pays devient de plus en plus exigeant. C'est ainsi que beaucoup de Russes se seraient contentés, au début, de réformes restreintes, de l'adjonction, notamment, d'un certain nombre de membres élus à l'ancien Conseil de l'Empire, qui servait de Corps législatif; ces mêmes hommes en sont venus à réclamer des réformes étendues, vastes et profondes.

Le Gouvernement, qui avait mis lui-même la question à l'étude, s'arrêta à des projets de constitution ou de loi électorale très compliqués.

Le projet adopté par lui donnait, dans la représentation nationale, la

prédominance aux paysans, mais les élections étaient à trois ou quatre degrés.

Les élections furent faites pour la première Douma avec ce procédé. Il en résulta une Assemblée tout entière d'opposition, mais en somme plutôt modérée. La majorité appartenait à ce qu'on appelle les constitutionnels démocrates, appelés en Russie, les Cadets.

Pour vous donner l'origine de ce nom, il faut vous dire que les Russes nomment souvent les partis d'après leurs initiales. Or, constitutionnels démocrates donnent les initiales K. D., desquels on a fait, par calembour : Cadet. C'était le parti le plus parlementaire qui représentait l'élite de l'intelligence russe.

J'ai assisté à l'inauguration de cette première Douma, qui se tenait au Palais d'Hiver, dans la salle Saint-Georges. C'est un des plus beaux spectacles que j'ai contemplés dans ma vie, déjà longue, et dans laquelle j'en ai vu beaucoup.

L'immense salle était divisée en deux parties : d'un côté, à droite, se tenaient debout les hauts fonctionnaires, les membres du Conseil de l'Empire, les Ministres actuels et anciens, les Amiraux, les Généraux, tous en grand uniforme chamarré d'or ; de l'autre côté, à gauche, les nouveaux élus; les membres de la Douma, quelques-uns en habit, davantage en redingote, beaucoup en kaftan et en grosses bottes. C'était comme deux Russie qui se toisaient, se défiaient l'une l'autre. Entre elles deux, il y avait un espace libre où se tenait le clergé, en face de l'Empereur.

En Russie, il y a toujours, dans les cérémonies publiques, une place pour la religion et pour ses représentants, ce qui donne à ces cérémonies une majesté qui manque aux nôtres aujourd'hui.

Devant le clergé se trouvait l'Empereur, entre les deux impératrices : sa femme à gauche, sa mère à droite; derrière lui, une quinzaine de grands ducs, la main sur leur épée, comme s'ils voulaient dire : « Nous sommes-là si quelque danger menace l'Empereur »

L'Empereur était manifestement en proie à une compréhensible émotion ; sa nervosité était visible ; celle des impératrices, de la jeune surtout, était encore plus apparente.

Il y avait tous les jours des attentats et, malgré les précautions prises, les assistants n'étaient pas sans inquiétude.

Le Tsar avait prononcé d'une voix ferme son discours, malheureusement assez banal. La droite de la salle, les ministres, les fonctionnaires,

les généraux, éclatèrent à l'envi en applaudissements et en hourrahs; de l'autre côté à gauche, les élus de la Douma restèrent muets, même les paysans. Comme on avait prévu qu'il y aurait peut être des cris, du tapage, on avait placé au fond de la salle une musique militaire qui, avec 2 ou 3 grosses caisses, accompagna de ses accords la sortie du souverain.

On raconte qu'à la fin de la séance un paysan, montrant du doigt le Ministre du Japon, s'écria : « Le libérateur de la Russie, celui qui a donné la Constitution, le voilà ».

Je ne vous ferai pas l'historique de cette première Douma. Le Gouvernement commit une faute; il ne lui présenta pas de projets de lois sérieux, il la laissa discuter à vide. On s'imaginait, parmi les membres du Gouvernement, qu'il serait facile d'avoir une Assemblée plus docile, mais les membres de la Douma, s'attendant à la dissolution, étaient surtout préoccupés de leur réélection future.

C'est malheureusement trop souvent le penchant des Assemblées représentatives, de trop songer aux élections, et il faut avouer que la crainte de l'électeur n'est pas toujours le commencement de la sagesse !

Ainsi en fut-il peut-être de la première Douma, elle dressa un tableau de toutes les revendications que pouvaient faire le peuple russe.

Après la dissolution, dans le manifeste de Wyborg, les députés engagèrent les Russes à refuser l'impôt et le service militaire. Grosse imprudence, car le conseil n'avait alors aucune chance d'être suivi.

Les signataires de ce manifeste furent poursuivis par le Gouvernement qui avait édicté que tout individu sous le coup de poursuites judiciaires devenait inéligible.

Il faut bien dire que quelques Ministres semblent regretter, aujourd'hui, d'avoir ainsi mis à la porte de la seconde Douma, les membres de la première; ce qui fait que la seconde est encore moins gouvernementale que son aînée.

Il est vrai que le Gouvernement a acquis un peu plus d'expérience et est arrivé à faire passer quelques-uns de ses partisans.

Malgré cela, les trois quarts des membres de la deuxième Douma sont d'opposition, il y a même environ un tiers de socialistes révolutionnaires ou collectivistes représentant surtout les paysans et les ouvriers des villes; c'est ce qui rend l'avenir de cette Douma problématique [1]. Les constitution-

[1] Il est bon de rappeler que cette conférence a été faite avant la dissolution de la seconde Douma qu'elle faisait pressentir.

nels démocrates n'y comptent guère qu'une centaine de membres. Ils se sont bien assagis depuis la première Douma, ils sont devenus moins exigeants. Ils se contenteraient du régime constitutionnel, ils ne parlent plus de responsabilité ministérielle. Evidemment ils espèrent bien l'obtenir un jour, mais ils sont devenus patients et prudents. En combattant à outrance ces « cadets », le Gouvernement impérial a favorisé les partis extrêmes, les socialistes révolutionnaires ou collectivistes.

Un Ministre me disait à ce propos : « Les socialistes ne sont pas à craindre, ils ne peuvent prétendre à exercer le pouvoir, tandis que les cadets pourraient le faire ». C'est là un raisonnement d'une singulière imprudence.

Le mal est que, par cette attitude, le Gouvernement a favorisé la diffusion des idées socialistes dans les masses, et cette diffusion est certainement inquiétante pour l'avenir.

Quoi qu'il en soit, il y a un mois, alors que j'étais encore en Russie, le Gouvernement et les cadets, après s'être fait la guerre, cherchaient à se rapprocher.

J'ai eu, au Palais d'Hiver, une audience de M. Stolypine; en entrant dans son cabinet je vis sortir de chez lui un homme que je connaissais comme un des chefs des cadets, un homme qui avait longtemps dirigé une feuille prohibée par le Gouvernement, et qui s'était réfugié à l'étranger.

M. Stolypine me dit, en me faisant asseoir : « Je vois que vous connaissez M. ***, vous êtes peut être étonné de le rencontrer ici. Nous sommes en négociations avec MM. les cadets, mais le malheur est que nous ne pouvons nous — fier à eux ». « Excellence, lui répondis-je, c'est exactement ce que ces messieurs me disent de leur côté : nous ne pouvons pas nous fier au Gouvernement ». Cette défiance mutuelle, qui n'est pas sans fondement, rend toute entente malaisée et précaire.

Entre le Gouvernement et les cadets, il y a le passé, une lutte à outrance qui les tient divisés. Malgré cela si la Douma actuelle n'a pas encore été dissoute, c'est parce que les cadets, soutenus par les Polonais et les Musulmans, sont arrivés à empêcher les partis extrêmes de voter des mesures irritantes pour le Gouvernement.

Si cette Douma, dont un tiers des membres ne considèrent la tribune que comme un moyen de propagande révolutionnaire, pouvait être maintenue dans les voies de la sagesse, le Gouvernement et la Russie au-

raient tout à y gagner. Ils s'habitueraient ainsi au fonctionnement d'une Assemblée représentative. Je dois dire que cette année, à l'inverse de l'an dernier, les hauts dignitaires, les ministres, en particulier, me disaient presque tous : « Il est évident que l'on ne pourra pas rétablir l'ancien régime ». Beaucoup le regrettaient et ne le dissimulaient guère ; ils ajoutaient : « On pourrait bien aujourd'hui renvoyer la Douma sans en convoquer une troisième ; nous sommes sûrs de l'armée ; mais dans quelques mois, dans quelques années, quelle serait la situation ? Nous risquerions d'aller à une catastrophe ! ». Les plus réactionnaires, les plus autoritaires des ministres veulent, à l'opposé de M. Stolypine, modifier les lois électorales actuelles, enlever le droit de vote aux masses ouvrières, donner la prépondérance aux propriétaires, espérant obtenir ainsi une Douma plus docile.

Mais l'Empereur a solennellement déclaré, dans les lois fondamentales, que les lois électorales ne pourraient être changées, sans le consentement simultané du souverain et de la Douma. C'était une précaution prise contre la première Douma et ses prétentions au rôle de Constituante.

Si l'Empereur revient sur sa parole en violant lui-même ses lois fondamentales, il diminuera son autorité morale et la foi du peuple au souverain.

Malgré cela, il est à craindre que courte soit l'existence de cette assemblée dont les trois quarts des membres sont incapables de tout travail législatif.

Il faut ajouter, pour être juste, qu'aucun gouvernement ne s'est trouvé en face d'une situation plus critique et plus difficile. Tout se paie en ce monde, et non seulement le Gouvernement russe paie ses fautes en voyant attaquer et entamer le régime autocratique. Mais, dans ses difficultés pour organiser un régime nouveau, la Russie paie la rançon de sa propre grandeur et de son immensité.

Nous sommes ici dans une Société de Géographie, vous me permettrez de vous faire un rapide tableau ethnographique de l'Empire russe. Pour un Gouvernement représentatif, il y a une première difficulté : c'est le nombre et la variation des nations qui habitent le sol russe.

La Russie est semblable à une mosaïque dont le fond serait d'une seule couleur et dont la bordure serait des teintes les plus variées. Ainsi, prenez la Russie d'Europe : au nord-ouest, vous trouvez d'abord des Finlandais, des Finnois et des Suédois ; un peu plus bas, vous avez des Esthes et des Lettes, au-dessous d'une bourgeoisie et d'une noblesse allemande aux

mœurs et aux traditions germaniques. Descendez vers le sud, vous rencontrez les Lithuaniens, puis les Polonais, au milieu desquels vivent, depuis des siècles, des millions de Juifs. A ces Polonais, à ces Juifs s'entremêlent des Russes orthodoxes, très différents des Moscovites, les Blancs-Russiens, puis les Petits-Russiens.

En Bessarabie viennent des Roumains, en Crimée des Tatars, puis au Caucase, une vraie Babel : des Tatars, des Arméniens, des Géorgiens, des Circassiens, puis, en remontant le long de l'Oural et du Volga, une dizaine de peuples ou de tribus diverses, pour la plupart encore musulmanes.

Il reste tout le centre où résident les Russes orthodoxes qui se subdivisent encore en 3 groupes : à l'ouest, les Blancs-Russes qui habitent entre Smolensk et Vilna, ils sont 7 ou 8 millions; puis, autour de Moscou, au nombre d'environ 55 millions, les Grands-Russes, les vrais Russes; enfin, au sud, les Petits-Russiens qui comptent 25 millions d'âmes et qui commencent à réclamer l'autonomie ou des institutions particulières.

Vous voyez la complication du problème ; il ne s'agit pas de donner seulement satisfaction aux Grands-Russes, mais à tous les peuples de l'Empire.

On aurait pu laisser l'Asie en dehors de la Douma, mais on a voulu qu'elle y eût ses députés, s'imaginant à tort qu'ils seraient toujours dociles. Parmi les populations de la Russie d'Europe, il y en a une plus intéressante que les autres, par la supériorité de sa civilisation : c'est la Pologne.

Après l'année 1863, date de leur dernière insurrection, le Gouvernement russe avait usé, vis-à-vis des Polonais, d'un système de compression à outrance. Il n'a pas réussi à la russifier. Si aujourd'hui les Polonais tendent à se rapprocher des Russes, c'est à condition que la Russie reconnaîtra leur autonomie; beaucoup de Russes la leur accorderaient, mais encore faudrait-il s'entendre sur les limites et sur l'étendue de cette autonomie polonaise.

Quoiqu'il en soit on se trouve dans cette situation bizarre que le groupe qui fait la majorité à la Douma est le groupe polonais; c'est lui qui, se portant soit à gauche, soit au centre, décide de la majorité; heureusement que dans la plupart des cas, il se joint aux constitutionnels démocrates, qui représentent le parti modéré.

Quel est le plus grand obstacle entre les Russes et les Polonais ? Il n'est pas à Pétersbourg ; il est dans une autre capitale, à Berlin.

Aujourd'hui, le Gouvernement prussien fait une guerre à mort aux

Polonais. J'ai pu en juger moi-même, dans mon dernier voyage, en séjournant à Posen. Il n'est pas douteux qu'il y a comme une espèce de *veto* du Gouvernement impérial allemand sur la question polonaise.

En Pologne, la question nationale se complique de la question religieuse; à côté des Polonais et des Lithuaniens catholiques romains, il y a des millions de Juifs, 5 millions au moins, qui sont naturellement pour l'opposition. Ils sont persécutés, astreints à des lois d'exception, traités en parias. Ils demandent la liberté et l'égalité.

Il ne faut pas croire que les Juifs soient toujours regardés comme les ennemis des paysans. Un fait très caractéristique montre qu'il n'en est pas toujours ainsi. Dans le gouvernement de Grodno, il y avait une entente entre les paysans et les Juifs, qui sont très nombreux. On fit intervenir l'archevêque orthodoxe, on le pria de se rendre dans les réunions des électeurs du premier degré et de conjurer les paysans de ne pas se faire représenter par des Juifs. L'archevêque, voyant qu'il ne pouvait les convaincre, se prosterna à leurs pieds — les Russes en usent ainsi dans les grandes circonstances — et là, à plat-ventre, frappant la terre de son front, il déclara qu'il ne se relèverait pas, avant qu'on lui ait promis de ne voter que pour des Chrétiens.

Les paysans en furent émus, et c'est ainsi que, cette fois, fut battue la liste des paysans et des Juifs qui s'étaient mis d'accord sur la question agraire.

Cette question agraire reste, de toutes, la plus malaisée. En Russie, la propriété de la terre n'a pas été assise durant des siècles, comme en France. La propriété russe remonte à l'émancipation des serfs, en 1861 et aux années qui ont suivi.

Le Gouvernement a alors partagé le sol entre les anciens seigneurs et les anciens serfs, ou mieux la commune des paysans. Dans toutes les communes de la Grande-Russie, les terres des villages appartiennent en bloc aux paysans qui se les partagent tous les 3, 6 ou 9 ans, à leur volonté. Mais au milieu de ces terres il en reste qui ne sont pas partagées, celles des seigneurs. Or, à l'inverse de chez nous, la population paysanne a doublé depuis 1861. Le paysan se trouve à l'étroit sur ses terres qu'il cultive d'ailleurs fort mal. Il se dit, ce paysan : « Nous partageons nos terres, mais il y en a au milieu qu'on ne partage pas; cela doit changer. Il nous faut toute la terre ». On doit avouer qu'à leur place nos paysans raisonneraient comme les Russes.

Les ukazes impériaux déclaraient que le partage des terres était définitif, qu'il n'y aurait plus de remaniement de propriété. Les paysans n'ont jamais voulu le croire; pour eux ce sont les seigneurs et les fonctionnaires qui veulent garder la terre. Les moujiks se disent : « l'Empereur, malgré tout, nous la donnera un jour ou l'autre ».

Telle est la conviction du paysan; il se la transmet de père en fils. C'est l'équivalent de la question des droits féodaux, lors de la Révolution française, mais la solution est autrement malaisée.

Beaucoup de députés de la première Douma étaient peu enclins à l'expropriation; mais se voyant en face d'une majorité de paysans, ils ont été contraints de promettre l'expropriation. Les Cadets, notamment ne la veulent pas totale, mais partielle, avec une indemnité. L'extrême gauche (démocrates socialistes et socialistes révolutionnaires) réclame l'expropriation et sans indemnité.

Il y a un homme dont vous connaissez tous le nom, c'est le grand écrivain, Léon Tolstoï. J'ai été le voir dans son manoir, je dis manoir et non pas château, de Yasnaïa-Poliana, et il m'a dit à ce sujet : « Il n'y a qu'un moyen de résoudre la question de la terre, c'est de la donner tout entière au paysan qui la cultive de ses bras ». Il est vrai que lui-même, le comte Tolstoï, la cultivait de ses propres mains, vous savez qu'il a labouré, hersé, de ses mains. Aujourd'hui qu'il atteint ses 80 ans, il ne peut plus se livrer aux mêmes travaux, mais il aime à manier encore la faux. Tolstoï ajoutait : « Pourquoi une indemnité ? La propriété de la terre, c'est un vol; est-ce qu'on paie à un voleur le bien qu'il a pris à son prochain ? ». Je ne venais pas là pour discuter avec lui, mais comme il insistait pour connaître mes objections : « Il me semble, lui répondis-je, qu'une indemnité serait nécessaire, au moins en faveur des gens qui ont prêté sur ces terres. Ainsi, nous autres Français, nous avons avancé des fonds à vos banques hypothécaires qui prêtent sur les terres seigneuriales, est-ce que vos paysans peuvent prendre ces terres sans nous rembourser notre argent ? ».

Tolstoï fut frappé de cette réflexion, il n'y avait pas songé. Vous voyez que la question nous intéresse aussi, nous Français.

Ce n'est malheureusement pas la seule qui nous touche en Russie.

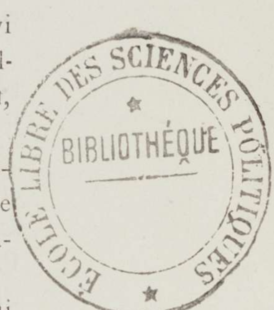
Je ne voudrais pas terminer, sans vous dire quelques mots des finances russes qui, sans doute, intéressent particulièrement certains d'entre vous.

Il est très difficile de donner des conseils à ce sujet, je vous dirai seulement que j'ai vu les hommes les plus compétents, en pareille matière. J'ai

dîné avec le Ministre des Finance et avec le Contrôleur des Finances; j'ai déjeuné avec l'ancien ministre, M. Witte. Ils sont d'accord pour affirmer que les finances russes sont, malgré tout, en bonne situation.

Le ministre actuel des Finances me disait : « Si quelqu'un veut faire fortune, il n'a qu'à acheter des fonds russes ».

M. Kokovtsef me tenait ce propos il y a cinq semaines; si j'avais suivi ce conseil, j'aurais aujourd'hui perdu quelques centaines ou quelques milliers de francs. Mais cela ne veut pas dire que le conseil soit mauvais; il est, encore une fois malaisé de donner des avis en pareille matière.



La Russie possède certes beaucoup de ressources, mais sa transformation politique et économique exigera beaucoup de dépenses. Le Ministre de l'Instruction publique évaluait à plus de 100,000 le nombre d'écoles nouvelles à construire; cela exigera bien des millions de roubles.

Le véritable danger pour les finances russes n'est peut-être pas celui qu'on craint : le danger, c'est ce qu'on appelle le cours forcé.

Le ministre actuel ne songe pas à revenir au cours forcé; il en sent tous les périls; mais la plupart des Russes, même l'Empereur, n'ont pas une éducation financière suffisante. L'Empereur s'imagine, paraît-il, que lorsque le souverain dit : « Tel billet vaut 100 roubles », c'est un acte de révolte de ne pas le prendre pour 100 roubles. Malgré cela, le danger n'est pas immédiat. Il est certain, néanmoins, que les fonds russes ne sont plus des fonds de père de famille qu'on puisse garder sans les surveiller.

Le mieux, en pareil cas, c'est de faire ce que conseillent les plus sérieux économistes; c'est de partager ses placements entre différents pays, de façon que si l'on perd d'un côté on ait chance de gagner d'un autre. Il faut bien se persuader, du reste, que dans le monde contemporain, il n'y a pas de valeur absolument sûre, à l'abri de tout péril, car aucun pays n'est entièrement à l'abri des révolutions.

Me parlant de la situation financière de la Russie, le Ministre des Finances me disait : « Nous n'avons pas besoin d'emprunt en ce moment ».

La Russie, il est vrai, peut faire quelques emprunts à l'intérieur. La grande difficulté sera pour un gros emprunt à l'étranger. On ne peut guère le faire sans le consentement de la Douma, et la Douma peut le refuser. En ce cas, l'opposition annonce que le pays ne reconnaîtrait pas un emprunt émis sans vote de la Douma. Il y a là quelque chose de malaisé qui risque de rendre la conclusion d'un prochain emprunt difficile et peut-être les relations franco russes plus froides.

Dans ces conditions, ce qu'on peut dire de plus sage : c'est que les fonds russes sont devenus plus ou moins spéculatifs; qu'ils sont par suite exposés à de brusques alternatives de hausse et de baisse; que pour les personnes qui en ont beaucoup, il est prudent de ne pas trop s'en surcharger; que celles qui n'en possèdent pas ou très peu, peuvent au contraire en acquérir un peu.

Je regrette de vous avoir retenus si longtemps sur un sujet aussi compliqué et aussi difficile, et je terminerai par une réflexion qui sera, je crois, l'expression de votre sentiment à tous.

Ce que nous pouvons désirer de mieux, dans l'intérêt de la France et dans l'intérêt de la Russie, c'est que le grand empire fasse son évolution sans révolution; c'est qu'elle se fasse, comme le disait, tout à l'heure, votre Président, sans violence, sans rupture brusque entre le passé et l'avenir; c'est que la nouvelle Russie constitutionnelle évite les grandes crises par lesquelles nous avons nous-mêmes passé; c'est qu'entre le souverain et le peuple, il se fasse une entente féconde et durable.

Voilà ce que nous devons souhaiter à la Russie, et pour elle et pour nous. Elle pourra ainsi reprendre sa place en Europe et dans le monde; elle pourra rester notre alliée, quoiqu'elle nous sache peu de gré des milliards que nous lui avons prêtés; elle pourra nous rendre, à nous et à la paix, les services que nous sommes encore en droit d'attendre d'elle.

Remerciements au Conférencier :

MONSIEUR,

Je suis particulièrement heureux d'avoir à vous adresser les remerciements de la Société normande de Géographie. Cette mission m'est d'autant plus agréable à remplir que nos remerciements s'adressent à l'un des nôtres, à un compatriote.

Quand j'avais eu l'honneur de vous rencontrer à Paris, vous aviez pris soin de me dire que votre famille était normande, que vous étiez né à Lisieux. En me rappelant vos origines, vous vous montriez désireux de répondre à notre appel; mais vous ne vouliez vous faire entendre en Normandie qu'à la condition d'offrir à notre Société un développement nouveau de vos études.

Votre visite se trouvait, par suite, subordonnée à la réalisation d'un voyage projeté en Russie.

C'est le résultat des observations faites au cours de ce voyage, que vous venez de nous donner, avec la double autorité de votre talent et de votre caractère.

L'impression profonde que votre conférence a produite sur votre auditoire atteste, mieux que je ne le saurais faire, combien a été comprise la haute portée de vos communications.

Votre conférence laissera, parmi nous, un durable souvenir, aussi, après l'avoir entendue, serons-nous impatients de la relire dans le *Bulletin* de notre Société.

Veuillez agréer, Monsieur, nos remerciements, à la fois pour l'intérêt que nous avons pris à vous entendre et pour celui que nous trouverons à vous lire.



